



Éditorial

ASEAN, MINORITÉS ET DÉMOCRATIE

Les dix pays de l'ASEAN, de la Birmanie à l'Indonésie, regroupent 800 millions d'habitants. Voisins des deux mastodontes que sont l'Inde et la Chine, les pays de l'Asean s'affirment peu à peu comme des puissances émergentes.

Dans chacun de ces pays, on trouve une ethnie majoritaire dont la langue est devenue la langue nationale... et de nombreuses minorités, des peuples autochtones appelés Indigenous People. Ces « indigènes » sont minoritaires au plan ethnique, culturel, linguistique et souvent religieux. Les conflits, parfois armés, entre le centre et les périphéries ne sont pas rares : Mindanao aux Philippines, le sud de la Thaïlande, Papouasie occidentale pour l'Indonésie, divers groupes ethniques armés au Myanmar...

Malgré leur nombre (10% de la population totale), ces minorités ne voient pas leurs droits pleinement respectés, et elles sont victimes de discrimination dans l'emploi, l'enseignement, les médias, la vie politique... Les différences de religions reflètent et accentuent les différences de conditions socio-politiques. Les clivages culturels risquent de se dégrader en « guerre de religion » comme on le voit aux Philippines ou en Indonésie.

L'essor économique de ces pays dégrade fortement l'environnement : déforestation, modification des côtes et disparition des mangroves, travaux gigantesques pour ouvrir des mines ou construire des barrages... Le consentement libre, préalable et informé des populations locales avant d'engager ces travaux n'est que rarement respecté.

Respect de l'environnement, respect du pluralisme des cultures, des langues et des religions... aucun de ces défis ne sera surmonté sans progrès dans la vie démocratique de ces pays. Au sein de cette Asie émergente, l'urgence est la promotion de la démocratie.

Antoine Sondag
antoine.sondag@lebret-irfed.org

L'Etat Chin : la terre oubliée du Myanmar

Par John Maung

John Maung, citoyen birman, est originaire de l'Etat Chin (à la frontière ouest avec l'Inde). Après des études aux Philippines, il a fondé et dirige désormais l'ONG d'animation de communautés locales ABC. Voir le site en anglais : www.abcm.org

L'Etat Chin se trouve dans les confins montagneux de la partie nord-ouest du Myanmar. Voisin de l'Inde et du Bangladesh, il a une population d'environ 478.000 habitants selon le recensement de 2014. Il y a dans l'ethnie Chin 53 sous clans, langues, cultures et traditions. Alors que le Myanmar est connu pour être le pays le moins développé de l'Asie du Sud-est, l'Etat Chin est connu pour être le plus pauvre du Myanmar.

L'auteur de ces lignes est un membre du peuple autochtone Chin. Ses parents et grands-parents ont été jadis animistes. Sa mère a été baptisée par un prêtre français des Missions Etrangères de Paris. Ce peuple aime à célébrer des rites de récoltes, de funérailles, de mariage, d'initiation, d'anniversaire et de fête des esprits gardiens du village. Depuis la fin du XIXe siècle, le peuple Chin a commencé à se convertir au Christianisme. Bien que baptisés, les Chin continuent de pratiquer des rites animistes et ils croient aux esprits.

L'auteur est convaincu que pour le développement du peuple indigène des collines Chin, les agents du changement doivent venir de ce peuple lui-même. Des gens de l'extérieur ne peuvent pas apporter un véritable changement. Le gouvernement ne peut pas créer une transformation sociale pour eux. Pour un développement durable dans les collines Chin, les leviers du changement doivent être des personnes indigènes elles-mêmes. Avec cette conviction, l'auteur a formé un groupe et un mouvement social. Avec l'approbation de l'archevêque Charles Bo, l'auteur a fondé une ONG en 2009.

Notre organisation est appelée Agence

pour le Développement des communautés de base (ABC), elle a entamé un travail de promotion et de protection des peuples indigènes comme premier programme pour les Chin en 2010. En commençant par l'organisation communautaire à la base, nous avons démarré avec les villages les plus désavantagés, pour la formation de communautés, la construction de routes vers les villages, l'établissement de services sociaux, des projets générateurs de revenus. Les seuls moyens pour aller dans ces villages étaient jusqu'alors la motocyclette... ou la marche à pied.

La situation des Chin

Les cultures vivrières des Chin se font par rotation des surfaces cultivées. Les principales récoltes concernent le maïs, le riz, les légumes et les fruits. Il existe d'autres activités : le tissage, un petit commerce, et l'engagement comme ouvrier saisonnier. La pauvreté chronique et l'insécurité alimentaire sont des sujets majeurs de préoccupation, y compris leurs conséquences en matière de santé, de migrations et de création « d'orphelins ».

Environ 33% des Birmans ont l'électricité. Le peuple Chin en bénéficie le moins. Les gens utilisent souvent des batteries solaires (importées) ou des générateurs pour obtenir de l'électricité. Certains villages ont de petites centrales hydrauliques sur les rivières. Les gens estiment que le gouvernement les a abandonnés depuis de nombreuses décennies.

Ces groupes tribaux des collines Chin ont été des sociétés fermées sur elles-mêmes jusqu'il y a vingt ans. Aujourd'hui, la globalisation a des conséquences diverses sur la vie du peuple Chin. Les migrations ont été rendues plus faciles. La

migration est devenue un mécanisme qui prend place entre la pauvreté, l'oppression et la marginalisation. La globalisation porte atteinte aux valeurs de ces cultures indigènes. La jeune génération adopte facilement les standards de la culture moderne. La vieille génération y résiste.

L'économie néo-libérale a un impact fort sur la vie traditionnelle de ces peuples. Certaines valeurs traditionnelles disparaissent. Dans le passé, l'ensemble des villageois aidait la veuve et les orphelins pour les récoltes ou la construction des maisons. Dans la communauté, personne ne restait à l'écart, ou affamé. Aujourd'hui, les gens se battent individuellement pour leurs familles. Pendant que les gros bonnets, amis des miliaires, font des profits, les peuples indigènes vivent dans une économie de survie.

Le peuple Chin vit de l'agriculture traditionnelle. La pratique de l'agriculture sur brûlis et l'exploitation forestière promue par le gouvernement portent atteinte à l'environnement. Les transports sont difficiles pour aller au marché acheter ou vendre, alors que l'insécurité alimentaire est parfois critique. L'économie n'est pas durable. Les gens migrent vers les plaines, le delta ou à l'étranger à la recherche d'emplois, et là, ils sont victimes du travail forcé, du travail des enfants ou de discriminations. La migration est devenue un phénomène nouveau.

Le système d'éducation imposé par les militaires n'est pas vraiment utile pour le futur des Chin pour leurs activités, pour leur autonomie ou un développement intégral. La littérature locale indigène n'est pas autorisée dans les écoles publiques. Les élèves étudient en Birman qu'ils ne parlent pas. Il n'y a pas d'établissements universitaires dans l'Etat Chin. L'accès à l'éducation est difficile par manque d'écoles primaires accessibles, à cause de la pauvreté et des bas salaires des enseignants.

Tous les villages n'ont pas d'école primaire. Certains villages plus importants ont construit leur propre école de village avec peu de soutien du gouvernement et ils ont embauché des maîtres. Récemment, il y a une augmentation du nombre de décrocheurs au niveau du lycée. Certains enfants à la frontière de l'Inde et du Myanmar travaillent dans des champs de pavot. Beaucoup parmi eux deviennent assujettis à la drogue ou à l'alcool. En général, le pays Chin souffre d'une fuite des cerveaux. Le faible niveau de l'éducation va de pair avec le haut niveau de migration d'une main d'œuvre bon marché.

Les collines Chin sont à la frontière de l'Inde et du Bangladesh. Cette région est l'une des plus risquées pour la transmission du HIV/SIDA. La malaria, l'addiction aux drogues et l'alcoolisme sont répandues dans cette zone. La plupart des patients ne reçoivent ni traitement médical approprié ni protection sociale. La migration continue d'introduire différentes maladies au pays Chin spécialement à la frontière avec l'Inde, la Chine et la Thaïlande. En 2010, le gouvernement a reconnu qu'il n'y avait que 83 médecins dans l'Etat Chin.

Nous avons constaté que de nombreux villageois meurent avant qu'ils n'atteignent la clinique ou l'hôpital souvent éloigné de 60 km de leur village. En général, cela prend une journée pour amener le malade au centre médical. Les équipements médicaux sont souvent hors d'âge dans les hôpitaux. Les médecins ne sont pas toujours bien qualifiés. Les spécialistes travaillent dans les hôpitaux militaires dans le bas-pays. Les médecins et les infirmières au pays Chin viennent rarement dans les villages pour y exercer. Les centres de soins médicaux dans les villages sont inexistantes.

Le gouvernement censure et contrôle les actions des organisations de la société civile au pays Chin. A cause de ces restrictions, les zones indigènes reçoivent moins d'aide de la communauté internationale. Alors qu'il y a de nombreuses ONG à Yangon avec de beaux locaux et l'air conditionné, il y a que de petites ONG locales au pays Chin. Dans cette situation, le rôle de l'Eglise et des organisations de base jouent un rôle important pour le bien être de ce peuple indigène. Au milieu de cette crise humanitaire, la solidarité est une préoccupation croissante.

Les migrations

De nombreux groupes ethniques doivent quitter leur terre traditionnelle à cause de la rareté des ressources naturelles, de l'insuffisance des infrastructures, de l'absence de services sociaux de l'Etat ou des ONG, du manque de participation politique dans la décision publique, de la marginalisation, de la distance géographique, de l'oppression religieuses de la part des autres croyants, des abus de droits et des conflits qui en découlent. Au Myanmar, le peuple Chin est le groupe qui migre le plus. Dans de nombreux villages de la zone où nous travaillons, le nombre des jeunes décline dramatiquement. Les personnes âgées, les enfants et les mères qui allaitent restent au village. Comme nous ne pouvons pas

arrêter la migration, nous faisons du plaidoyer pour une migration plus sûre pour les peuples indigènes.

En plus de la question des migrations, il y aussi une montée des thèmes des familles séparées et des orphelins. Les adultes migrent vers la plaine ou à l'étranger. Les enfants restent à la maison. De nombreux migrants Chin se retrouvent en camps de réfugiés. Ou bien encore, ils migrent vers des pays développés. Leurs enfants sont envoyés dans les orphelinats de la région de Kalay. Notre organisation travaille pour la protection des enfants avec 15 orphelinats de Kalay. Nous facilitons la vie et l'apprentissage pour les orphelins. Et organisons des formations sur les droits de l'enfant. En plus d'animer des services de soutien psychologique pour les orphelins dans le besoin.

La situation des Droits Humains

Les Chin des régions de montagnes sont maintenus dans un état d'ignorance politique. Les mots de démocratie, de justice sociale, de droits humains, de transparence, de redevabilité, de liberté d'association et d'expression sont encore étrangers pour eux. Ils n'ont pas pu participer aux prises de décision des politiques de développement de leur région. Ils ne savent pas porter plainte auprès des autorités supérieures. Les activistes indigènes sont souvent mis en prison pour avoir défendu leurs droits. Or la protection des droits des minorités est une cause non négociable.

La situation des droits humains ne s'améliore pas sous le nouveau gouvernement à demi-civile. Les militaires continuent d'attaquer les civils, de pratiquer le travail forcé et d'utiliser des armes. La violence sexuelle contre les femmes et filles indigènes continue d'être un problème sérieux et les coupables sont rarement trainés devant la justice. De tels crimes de «génocide» silencieux et de «crimes contre l'humanité» n'ont lieu que dans les lieux de peuplement indigène Chin.

Silencieusement, ce peuple indigène souffre depuis six décennies d'abus de droit, de persécution religieuse, d'obstacle à la liberté de parole, de nettoyage ethnique, de discrimination sociale et de marginalisation économique. La société indigène n'a pas une voix assez audible pour attirer l'attention du monde extérieur. Les travailleurs sociaux connaissent la situation de ces gens que la plupart des media ne montrent pas. Dans cette situation, les ONG locales ont été la voix qui protège les droits indigènes.

Paradoxes Chin

La région Chin est une terre de beauté et de misère. Le paysage naturel est beau. Des arbres pluriséculaires attirent. Les rivières et les chutes d'eau seraient de bons arguments pour un tourisme écologique. Mais les touristes ne sont pas encouragés à visiter l'Etat Chin. Les arbres ont été abattus pour vendre le bois ou faire du charbon de bois. Des hommes d'affaires chinois achètent toutes sortes de produits forestiers de la région. Cette terre de charme et de grâce devient une terre de cupidité et de misère.

Il y a 20 ans, nous n'avions jamais entendu parler de famine ou de désastre dans les collines Chin. Récemment, il y a eu des glissements de terrain et des feux de forêt. Des animaux, des buffles et du gibier dans les forêts ont péri à cause de la chaleur de l'été. De nombreuses maisons ont été brûlées par les feux de forêt. Certains villages sont situés au pied des collines. Ils sont en danger à cause des glissements de terrain durant la mousson. Les destructions environnementales constituent un désastre silencieux pour le peuple Chin aujourd'hui. Nous organisons des séminaires de protection de l'environnement pour les villageois.

La région Chin est une terre de piété et de pauvreté. Le peuple autochtone est très religieux. Leur cosmologie est sacrée. La nature est habitée par des esprits, des anges et par Dieu. Les célébrations religieuses sont belles et onéreuses. Ils sacrifient de gros animaux, bœufs, cochons et poulets. Les rites peuvent durer plusieurs jours. Pour les festivités, l'épargne et la nourriture de toute une année sont consommées. Les gens n'ont plus assez de nourriture pour toute l'année. Retour à la rareté ! Religiosité et déficit alimentaire font bon ménage.

La vie du peuple autochtone Chin ne s'est pas améliorée depuis la fin du colonialisme britannique. La misère continue en silence. La liberté religieuse est minimale. Les croix des Chrétiens locaux ont été démolies et remplacées par des pagodes. La publication de livres religieux est toujours censurée sévèrement. La permission de construire des bâtiments religieux n'est pas garantie. Les moines bouddhistes aident les enfants autochtones en leur offrant du riz et font du prosélytisme pour en faire des novices bouddhistes.

La région Chin est une terre de diversité et de conflit. Parmi les 135 sous-ethnies du Myanmar, le peuple Chin compte à lui-seul 53 sous-ethnies. Le problème avec les Chin n'est pas le nationalisme mais plutôt

Libre propos



UNE TRANSITION DÉMOCRATIQUE...

La Birmanie (ou Myanmar) connaît des changements sans précédent entamés après les élections parlementaires de novembre 2010 et se prépare à un nouveau scrutin programmé en 2015. Le pays ne vit plus sous un régime dictatorial gouverné par une junte... A la surprise générale, Thein Sein, le président de la Birmanie, a entrepris une série de réformes politiques, sociales et économiques dont les plus significatives ont été la liberté de la presse et l'abolition de l'organe de censure, la libération de prisonniers politiques dont celle d'Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, et fille de Aung San, héros de l'indépendance. La libération de cette figure emblématique de la démocratie et icône du peuple (quoique cet aspect s'estompe largement), lui a permis d'être élue députée quelques mois plus tard lors d'élections intermédiaires. Cette politique d'ouverture après des décennies d'isolation s'est aussi traduite par une nouvelle orientation économique plus attractive envers les investisseurs étrangers. La Birmanie possède un fort potentiel de développement économique dans de nombreux domaines (tourisme, infrastructures, électricité par la construction de barrages, etc.) à travers notamment ses ressources naturelles et cultivées.

Sans doute ce qui apparaît le plus immédiatement significatif aux yeux

des Birmans est ce qui a directement contribué à l'amélioration de leur quotidien : libération de la parole, possibilité de critiquer, de manifester, liberté de la presse, accès généralisé aux médias, à internet bien sûr et aux téléphones portables (les Birmans dans leur majorité sont passés de rien au téléphone portable)... On est frappé par les nombreux signes de l'entrée de la Birmanie dans la globalisation, par l'accélération de la circulation des personnes, des idées et des choses, l'entrée massive de biens de toutes sortes ou encore par le rythme accéléré de constructions immobilières.

Les Birmans peinent toutefois à digérer ce festin après tant d'années de vaches maigres. Et même, tout le monde n'a pas encore été servi ni même convié à s'asseoir au banquet. Si les acteurs extérieurs étatiques ou non étatiques de tout poil (ONG, Think Tank, entreprises, investisseurs, touristes, etc.) s'assurent chacun leur part de gâteau, les Birmans restent toutefois sur leur faim. La situation économique du pays demeure difficilement soutenable et divers secteurs, l'éducation par exemple, sont exsangues. Preuve en est, le maintien d'une importante migration birmane - intérieure ou vers d'autres pays de l'Asie du Sud-Est...

par Alexandra de Mersan
Ethnologue INALCO
www.reseau-asie.com

le tribalisme ou l'identité sous-ethnique. Il y a des conflits sous-tribaux parmi eux à propos de ces identités sous-ethniques. La diversité des cultures, des langues et des divers modes de vie constitue la beauté de la région Chin. Cependant, l'échec à valoriser la diversité provoque des conflits entre eux. La peur du pluralisme est un obstacle pour combattre la pauvreté. Le manque d'unité est un handicap pour collaborer pour le développement de collines Chin.

Que faire ?

Que signifie être un travailleurs sociaux catholiques dans le contexte de la région Chin frappée par l'extrême pauvreté, la marginalisation, les violations des droits

humains, l'apartheid, la discrimination et l'injustice sociale ? La question pose un défi. La pluralité des cultures, la variété des dénominations religieuses et la réalité du contexte sont de grands sujets de préoccupation pour le travail auprès des peuples indigènes pour le renforcement de leurs capacités et leur libération de la misère.

Depuis ses premières opérations dans la région Chin, l'ONG ABC a choisi de travailler avec des groupes de base et des groupes de la société civile locale. Aujourd'hui, nous avons organisé un réseau d'environ 30 groupes de la société civile au sein des peuples autochtones. Nous avons adopté une approche partant de la base. Alors que les peuples indi-

gènes luttent pour le respect de leurs besoins de base, l'éducation et les soins de santé, ils luttent en même temps pour le respect de leurs besoins permanents et de leur dignité humaine, pour les droits des autochtones, pour leur identité et pour leur survie. Nous facilitons leurs activités sociales.

Nous, les travailleurs en ONG, nous ne sommes pas les sauveurs des peuples indigènes. Nous nous tenons avec eux, en solidarité. Nous luttons avec eux. Nous travaillons avec eux. Nous marchons avec eux vers une amélioration de leur vie. Avec eux, nous sommes un. Avec d'autres, nous sommes des médiateurs et des ponts. Dans cet esprit, nous cheminons vers un but commun dans cette période critique de notre histoire.

Les transitions

Aujourd'hui, le pays est à la croisée des chemins. La transition. C'est une triple transition : du militarisme à la démocratie, d'une économie centralisée à une économie de marché, du conflit à la paix dans les zones indigènes. Il y a de nombreux changements dans les lois et les politiques à niveau élevé. Cependant, les réformes sont rarement ressenties au niveau des peuples autochtones.

La réforme actuelle est orchestrée du haut vers le bas. La corruption, le conflit, la violence, l'oppression et les souffrances sont toujours là et se poursuivent. L'impact des réformes n'est pas bénéfique pour les communautés indigènes. Notre peuple aspire à un changement authentique, un changement radical de paradigme, un renforcement civique et une transformation sociale. Or le pouvoir militaire continue...

Les groupes des minorités indigènes continuent de résister à la politique militaire de birmanisation. La classe dirigeante impose de birmaniser tout le pays en une seule ethnie (birmane), une langue et une religion (Bouddhisme). La

junte propage la birmanisation comme une humanisation désirable et une marche vers la civilisation. Pour les minorités, la birmanisation est une homogénéisation pour mieux assimiler leur religion, leur culture et leur identité. Le peuple indigène aspire à une démocratie fédérale qui respecterait leur identité.

Dans cette période critique de transition, le peuple indigène Chin est en danger. Le gouvernement actuel promulgue de nouvelles lois. La loi projetée sur le mariage, sur la conversion religieuse et d'autres nouvelles lois sont des menaces pour l'identité et l'existence même du peuple indigène. Les nouvelles lois visent à perpétuer le gouvernement militaire et elles soutiennent la birmanisation. Le gouvernement militaire doit prendre fin, pour la paix, la justice et le développement du pays.

C'est un vrai défi aujourd'hui au Myanmar que d'être une organisation indigène qui défend les droits des peuples indigènes, qui parle avec une voix prophétique pour la dignité des minorités et se lève pour défendre l'avenir des marginalisés. Que signifie être un chrétien au Myanmar dans ce contexte ? Nous donnons une réponse à cette question simple. Être un chrétien au Myanmar aujourd'hui consiste à projeter une lumière sur les côtés sombres de la société, pour éclairer, renforcer et transformer les secteurs marginalisés de la société.

En fait, la réponse ouvre sur la vision et la mission de ABC. Dans le but de rendre effectif ce rêve, ABC a émergé dans la voix des peuples indigènes. Nous renforçons les capacités de la communauté indigène. Nous entrons en réseau avec des organisations de base pour un développement de leurs capacités et de leur organisation. ABC est né sur le sol rugueux d'une terre oubliée du Myanmar. Et ce sera toujours sur ce sol rugueux que nous agirons...

LOUIS-JOSEPH LEBRET,
Chronique de la construction d'un Etat, Journal au Liban et au Moyen-Orient (1959-1964), Edition établie par S. Malsagne, Paris, Geuthner, 392 p, 2014

Appelé en 1959 au Liban par le Président Fouad Chehab, le P. Lebreton va consacrer l'essentiel de ces cinq années, presque les dernières de sa vie, à établir un diagnostic de la situation économique et sociale du Liban afin de mettre en place un véritable plan de développement. La politique n'est pas loin, mais il ne faut pas le dire : le Liban sort d'une guerre civile (1958) et le nassérisme séduit certains Libanais. Dans ce journal, on voit un Lebreton déjà malade, souvent fatigué, qui a le tract avant ses conférences comme un élève le jour du bac ! un Lebreton à la tête d'une équipe importante venue moderniser un pays : mise en place d'une administration économique (et statistique), développement intégré, interventionnisme discret de l'Etat dans l'économie, souci des fractions marginalisées de la population, renforcement d'un Etat impartial et du sentiment de la libanité ! Ce sont les travaux pratiques des écrits théoriques de Lebreton que sont *Dynamique concrète du développement* (1961) ou l'encyclique *Populorum Progressio* (1967).

L'échec relatif de Chehab est aussi l'échec de Lebreton au Liban. Il en reste une belle amitié entre les deux hommes. En 2014, pour les échéances électorales au Liban, on a vu apparaître des affiches réclamant Chehab (décédé en 1973) comme président ! Les intuitions lebretonistes de réformes et d'économie humaine ne sont pas mortes, ni au Liban ni ailleurs !

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebreton-IrfeD 49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebreton-irfed.org
L'association Développement et Civilisations - Lebreton-IrfeD anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Yves Berthelot

Rédacteur en chef : Antoine Sondag

Conseil de rédaction : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Karine Besses, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Karine Meaux, Anouk Coqblin, Denise Sanou, Bernadette Huger, Asphodèle Berthelot-Eiffel, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing.

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions :

chèque en euros, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebreton-IrfeD

Virements bancaires :

en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé

